

Le président argentin est mis en cause pour un décret sur le blanchiment d'argent



Buenos Aires, 14 décembre (RHC)- Un procureur de l'Argentine a accusé le président de ce pays, Mauricio Macri, son chef de cabinet, Marco Peña, et le ministre des finances, Alfonso Prat-Gay, d'abus de pouvoir.

Le procureur considère comme tel le décret qui permet à des proches de fonctionnaires de participer au blanchiment de capitaux.

Divers secteurs et partis politiques argentins ont condamné ce décret qu'ils considèrent comme inconstitutionnel car il modifie les lois et viole les normes démocratiques.

Les députés du Front pour la Victoire et du parti « Libres del Sur » ont présenté une dénonciation devant un tribunal pénal pour abus de pouvoir contre les signataires du décret.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/115439-le-president-argentin-est-mis-en-cause-pour-un-decret-sur-le-blanchiment-dargent>



Radio Habana Cuba